



Administration de pilotage des Grands Lacs

2

0

0

6



RAPPORT ANNUEL

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS

Siège social

2^e ÉTAGE
202, RUE PITT
CORNWALL (ONTARIO)

Région de l'Ouest

L'ÉCLUSE N° 7, CANAL WELLAND
THOROLD (ONTARIO)

Région de l'Est

2^e ÉTAGE
202, RUE PITT
CORNWALL (ONTARIO)

ADRESSE POSTALE

C. P. 95
Cornwall (Ontario)
K6H 5R9

www.glpa-apgl.com

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président	① M. B. DUCHARME Représentant du secteur public
Membre	M. J. DE VILLERS Représentant des pilotes
Membre	① M. D. LANGLOIS Représentant des pilotes
Membre	M. A. DIGBY Représentant de l'industrie maritime
Membre	① M. R. J. PATERSON Représentant de l'industrie maritime
Membre	② M. T. GEDDES Représentant du secteur public
Membre	À COMBLER Représentant du secteur public

DIRIGEANTS

Directeur général	M. R. F. LEMIRE
Secrétaire et trésorier	M. R.R. MÉNARD
Directeur de l'exploitation	M. D. R. TROTTIER
Gérant de bureau – Thorold	M. S. HINCHLIFFE

① Membres du Comité de vérification

② M. T. Geddes a remplacé M. J. Campbell le 18 décembre 2006

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS



Membres de l'Administration

assis de gauche à droite : Capitaine Donald Langlois, M. John Campbell,
debout : M. Brian Ducharme (président), M. Robert Paterson, M. Andrew Digby,
Capitaine Jacques de Villers.



Direction de l'Administration

assis de gauche à droite : Robert Lemire, Christine Doherty, Nathalie Archambault, Réjean Ménard,
debout : Raymond Lalonde, Nancy McAteer, Daniel Trottier.
Absent de la photo : Steve Hinchliffe.

RAPPORT DU PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le 2 février 2007

L'honorable Lawrence Cannon, C. p., député
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

Monsieur,

Tel qu'il est exigé par l'article 150 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, l'Administration de pilotage des Grands Lacs vous présente son rapport annuel pour l'exercice financier clos le 31 décembre 2006.

L'Administration a atteint les objectifs prescrits dans la *Loi sur le pilotage*, soit d'établir, d'exploiter, de maintenir et d'administrer, en toute sécurité, des services de pilotage efficaces dans la région des Grands Lacs, en faisant ce qui suit :

- dispenser des services de pilotage et des services connexes rentables, sûrs, fiables et complets;
- promouvoir l'utilisation efficace de ses installations, de son équipement et de son expertise en appliquant ces ressources de façon productive dans les domaines qu'elle juge appropriés, et ce, à des fins de sécurité pour la navigation;
- fournir les services de pilotage dans un contexte commercial où le but consiste à atteindre et à maintenir l'autonomie financière, tout en assurant le meilleur coût possible aux usagers;
- être conforme aux politiques écologiques, sociales et économiques établies par le gouvernement.

En 2006, l'Administration a vu pour une troisième année consécutive une hausse de 7 % du volume de circulation de navires par rapport à l'année précédente, ce qui porte à 21 % l'augmentation depuis 2003. Les importations d'acier et les exportations de blé ont contribué à la majeure partie de cette augmentation. L'Administration est heureuse de signaler que les incidents maritimes impliquant les pilotes canadiens dans la région des Grands Lacs a diminué de près de 33 % par rapport à la moyenne des cinq (5) dernières années pour donner un taux d'affectations sans incident de 99,9 %. Les investissements de l'Administration dans la formation des pilotes de même que dans l'achat d'ordinateurs portables sophistiqués et de cartes de navigation électroniques ont grandement contribué à la réduction du nombre d'incidents.

L'Administration a commencé l'année 1999 avec un excédent accumulé de 6,5 millions de dollars provenant des années précédentes. En 1999, l'Administration s'est engagée, en accord avec les usagers, à retourner cet excédent aux usagers sous forme de réductions et de gels tarifaires. Cette entente a résulté en un gel des tarifs de 1993 à 2000 et des réductions tarifaires en 1999 et 2000, ce qui a permis à l'industrie de faire des économies de l'ordre de 8 millions de dollars. Les hausses tarifaires en 2006 on atteint les 4,5 %, et l'Administration prévoit imposer une nouvelle hausse en 2007 afin de lui permettre d'atteindre de nouveau le seuil de rentabilité. Les hausses tarifaires imposées depuis 1993 suivent le rythme de l'inflation pour la même période.

Au cours des douze mois qui viennent de s'écouler, l'Administration a touché des revenus de 18 446 889 \$, soit une augmentation de 19 % par rapport à l'année précédente et de 58 % par rapport à 2003, notamment en raison des hausses tarifaires et du volume de circulation. Ses dépenses ont totalisé 18 125 436 \$, ce qui représente une hausse de 10 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est due principalement aux heures supplémentaires associées au volume de trafic plus élevé et à l'exigence de l'industrie de réduire les délais coûteux (moyenne de 2 000 \$/heure). L'Administration a enregistré un excédent d'exploitation de 321 453 \$, qui servira à réduire son besoin de financement externe pour ses opérations courantes. Les usagers conviennent toujours qu'il est nécessaire de rajuster les tarifs en 2007 afin de réduire les besoins d'emprunt.

RAPPORT DU PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL

L'Administration entend poursuivre la mise en œuvre des recommandations émises en novembre 1999 par l'Office des transports du Canada, et aborder les préoccupations de tous les intervenants par rapport à la réduction des coûts et l'accroissement de la rentabilité.

Le conseil d'administration reconnaît que les succès remportés par l'Administration sont directement liés aux efforts, à l'engagement et à la collaboration de tous les membres du personnel – c'est pourquoi il tient à exprimer sa reconnaissance à tous les employés et employées pour leur excellent travail.

Pour le conseil d'administration,

Le président,



Brian C. Ducharme

Le directeur général,



Robert F. Lemire

ÉNONCÉ DES RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION

La direction de l'Administration de pilotage des Grands Lacs est chargée d'assurer la préparation et la présentation adéquate des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, et des autres renseignements contenus dans le rapport annuel. Cette responsabilité implique la sélection de principes comptables appropriés et la capacité de faire preuve de jugement dans l'établissement d'estimations raisonnables. L'information financière fournie plus loin dans le présent rapport annuel est conforme aux renseignements contenus dans les états financiers.

La direction maintient des livres comptables et un contrôle de la finance et de la gestion de même que des systèmes d'information et pratiques de gestion conçus de manière à fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est exacte et fiable et qu'elle est fournie dans les délais prescrits. Ces systèmes et pratiques fournissent un degré raisonnable de certitude que les biens de la société sont contrôlés et protégés adéquatement, que ses ressources sont gérées de façon économique et efficiente dans le but d'atteindre les objectifs de la société et que cette dernière fonctionne efficacement. Ces systèmes et pratiques sont également conçus pour fournir un degré raisonnable de certitude que les transactions s'effectuent en conformité avec la *Loi sur le pilotage*, la *Loi sur la gestion des finances publiques* et les règlements s'y rapportant, et les règlements et politiques de l'Administration.

Le conseil d'administration est composé d'administrateurs qui ne sont pas des employés de l'Administration, à l'exception d'un pilote. Le conseil est chargé d'assurer que la direction assume ses responsabilités en matière de rapports financiers et de contrôle interne. Le comité de vérification surveille les systèmes de contrôle interne de la comptabilité et de l'administration. Le comité rencontre la direction et les vérificateurs pour déterminer si chacun remplit ses responsabilités et pour faire la vérification des états financiers. Les états financiers et le rapport annuel sont révisés et approuvés par l'Administration sur la recommandation du comité de vérification.

Le vérificateur externe, soit le Vérificateur général du Canada, qui est désigné en vertu de la *Loi sur le pilotage*, a effectué la vérification des états financiers conformément aux normes canadiennes de vérification généralement reconnues. Dans son rapport, elle décrit la nature de la vérification et exprime son opinion sur les états financiers de l'entité.

Le directeur général,



R. F. Lemire

Le secrétaire et trésorier,



R. Ménard

Cornwall (Ontario)
Le 2 février 2007

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS

MANDAT

L'Administration de pilotage des Grands Lacs a été établie en février 1972 en vertu de la *Loi sur le pilotage*. Elle a été constituée en tant que société à responsabilité limitée en mai 1972 et a poursuivi ses activités aux termes de la *Loi canadienne sur les sociétés par action*. Avant le 1^{er} octobre 1998, l'Administration fonctionnait sous le nom de l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée. En vertu de la *Loi sur la marine*, qui a reçu la sanction royale le 11 juin 1998, le nom de l'Administration a été modifié pour l'Administration de pilotage des Grands Lacs et elle est maintenant réputée avoir été créée en vertu du paragraphe 3(1) de la *Loi sur le pilotage*. L'Administration est une société d'État énumérée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Le 1^{er} octobre 1998, l'Administration a cessé d'être une filiale de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et a abandonné sa charte en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

BUTS

Les buts généraux de l'Administration se résument ainsi :

- dispenser des services de pilotage et des services connexes rentables, sûrs, fiables et complets dans la région dont elle est chargée;
- promouvoir l'utilisation efficace de ses installations, de son équipement et de son expertise en appliquant ces ressources de façon productive dans les domaines et les régions géographiques qu'elle juge appropriés, et ce, à des fins de sécurité pour la navigation;
- fournir les services énumérés ci-dessus dans un contexte commercial où le but consiste à atteindre et à maintenir l'autonomie financière, tout en assurant le meilleur coût possible aux usagers;
- être sensible aux politiques écologiques, sociales et économiques établies par le gouvernement.

POUVOIRS

Pour s'acquitter de ses responsabilités, l'Administration a promulgué des règlements, approuvés par décret en vertu de la *Loi sur le pilotage*, concernant :

1. l'établissement de zones de pilotage obligatoire;
2. la prescription des navires ou des catégories de navires soumis au pilotage obligatoire;
3. la prescription des catégories de brevets et de certificats de pilotage qui peuvent être attribués;
4. la prescription des tarifs des droits de pilotage à verser à l'Administration pour les services de pilotage.

En vertu de la *Loi sur le pilotage*, l'Administration est aussi investie des pouvoirs suivants :

1. Embaucher des cadres et des employés, y compris des pilotes brevetés, au besoin;
2. Conclure des contrats avec une personne morale pour les services de pilotes brevetés;
3. Établir des règlements régissant la gestion de ses affaires internes;

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS

4. Acheter, prendre à bail ou acquérir par d'autres moyens des terrains, des bâtiments, des bateaux-pilotes et d'autres biens, au besoin, et disposer de ces biens acquis;
5. Contracter des emprunts pour acquitter ses dépenses;
6. Sous réserve de l'approbation du ministre des Finances, placer en obligations émises ou garanties par Sa Majesté du chef du Canada des fonds dont elle n'a pas un besoin immédiat.

DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

À des fins de sécurité, l'Administration exploite un service de pilotage maritime dans toutes les eaux canadiennes des provinces de l'Ontario, du Manitoba et de Québec, au sud de l'entrée septentrionale de l'écluse de Saint-Lambert.

Pour assurer ce service, l'Administration affecte des pilotes, qu'elle embauche, aux navires qui entrent dans la région et qui sont soumis au pilotage obligatoire. Ce travail est effectué par l'entremise de centres de répartition et de bateaux-pilotes sous contrat avec l'Administration, ces deux interventions étant dirigées depuis l'administration centrale de pilotage à Cornwall et le bureau régional à l'écluse no. 7 du Canal Welland, à Thorold, en Ontario.

L'Administration doit coordonner ses efforts et ses activités avec d'autres organismes, dont la Corporation de gestion de la voie maritime du Saint-Laurent et la *United States Seaway Development Corporation*, qui assurent le fonctionnement des écluses et le maintien des systèmes de contrôle de la navigation dans la région, la Garde côtière canadienne, qui fournit des aides à la navigation, et la Garde côtière des États-Unis, qui s'occupe du pilotage américain dans les eaux internationales.

La région de pilotage des Grands Lacs comprend :

- la circonscription de Cornwall
- la circonscription internationale n° 1
- le lac Ontario
- la circonscription internationale n° 2 (y compris le canal Welland)
- la circonscription internationale n° 3 (y compris les lacs Huron, Michigan et Supérieur)
- le port de Churchill, au Manitoba

RÉGIE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

L'orientation qu'a adoptée l'Administration de pilotage des Grands Lacs relativement à la régie de la société d'État est pleinement conforme à la philosophie et aux objectifs du ministère des Finances ainsi qu'aux lignes directrices du Conseil du Trésor concernant les sociétés d'État.

Rôle du président

Sur la recommandation du ministre des Transports, le président est nommé par le gouverneur en conseil. Il assure la présidence de toutes les réunions du conseil d'administration, fournit un leadership et offre des conseils au directeur général de l'Administration et, au nom de la direction, conseille le ministre des Transports sur toutes les questions liées à l'Administration et au pilotage dans les Grands Lacs.

Rôle du conseil d'administration

La régie de l'entité à l'Administration de pilotage des Grands Lacs relève du conseil d'administration. Le rôle du conseil consiste à guider et à superviser les affaires de l'entité au nom du gouvernement du Canada, qui d'ailleurs désigne les administrateurs.

Le conseil se compose du président et jusqu'à six autres membres qui apportent une combinaison équilibrée de compétences, d'expériences et de perspectives maritimes au processus décisionnel. L'Administration compte présentement un effectif complet à l'exception d'un représentant du secteur public. La fonction précise du conseil consiste à examiner les politiques, le plan d'entreprise ainsi que les budgets de fonctionnement et des immobilisations de l'Administration de pilotage des Grands Lacs, et à en recommander l'approbation au ministre des Transports. Le conseil contribue et accorde son approbation aux Plans stratégique et d'entreprise de l'Administration. Chaque année, le conseil prépare une Entente de redevabilité avec le directeur général dans laquelle sont précisés tous les objectifs et les buts à atteindre pendant l'année. À la fin de l'exercice, le conseil entreprend une évaluation exhaustive du rendement du directeur général et de l'APGL pour déterminer dans quelle mesure ils ont atteint les objectifs. Il assure également l'étude et l'approbation de tous les principaux contrats, des plans opérationnels, des états financiers, du rapport des vérificateurs et du rapport annuel. Le conseil s'assure que l'Administration maintient les normes les plus élevées possible dans l'exploitation d'un service de pilotage sûr, efficient et économique.

Rôle du directeur général

Un directeur général est nommé par les membres du conseil d'administration conformément à l'article 13.(1.1) de la *Loi sur le pilotage*. Sa rémunération est cependant fixée par décret du gouverneur général en conseil. Le directeur général est chargé de la planification, de l'organisation, de la direction et du contrôle des activités de l'Administration. Le directeur général relève du président et des membres du conseil d'administration.

Rôle du comité de vérification

Le comité de vérification est un comité principal du conseil de l'Administration; il représente l'engin de l'Administration puisqu'il rehaussera la qualité de l'information financière, assurera que les principaux risques sont identifiés et gérés, permettra aux membres de la direction de faire valoir leur jugement personnel, créera un climat de discipline et de contrôle qui réduira les possibilités de fraude et augmentera la confiance des intervenants dans la crédibilité et l'objectivité du rendement corporatif.

Le comité a l'autorisation d'enquêter sur n'importe quelle activité de l'Administration. Le comité assure la surveillance financière et la surveillance des livres et dossiers ainsi que des systèmes et pratiques de contrôle généraux, de gestion et d'information.

RÉGIE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

Initiatives en matière de régie de la société

En août 2006, le conseil d'administration a tenu une retraite de deux jours pour examiner la question de la régie de la société d'État et les exigences en cette matière, ainsi que la nouvelle *Loi fédérale sur la responsabilité*. L'obligation de rendre des comptes à l'entité responsable (le gouvernement du Canada) est cruciale, l'Administration devant toujours agir dans les meilleurs intérêts du public. C'est pourquoi le conseil d'administration a indiqué qu'il s'engage à faire un examen cyclique des questions liées à la régie de la société.

Dans son rapport d'examen spécial de février 2003, le Vérificateur général du Canada a indiqué qu'à son avis, il existe une assurance raisonnable que l'Administration utilise de bonnes pratiques de gouvernance et reddition des comptes.

Les membres du conseil d'administration ont également convenu que tous les membres et les cadres supérieurs devaient assister à un colloque sur la Régie approuvé et conçu par le Conseil privé du Canada. Tous les membres et cadres supérieurs ont participé à ce colloque.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(en milliers)

	Prévisions	RÉSULTAT				
	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Revenu	17 674 \$	18 447 \$	15 570 \$	13 820 \$	11 650 \$	13 289 \$
Coût d'exploitation	<u>17 155</u>	<u>18 126</u>	<u>16 403</u>	<u>15 902</u>	<u>14 289</u>	<u>14 850</u>
Profit (perte)	<u>519 \$</u>	<u>321 \$</u>	<u>(833)\$</u>	<u>(2 082)\$</u>	<u>(2 639)\$</u>	<u>(1 561)\$</u>
Budget	<u>519 \$</u>	<u>545 \$</u>	<u>309 \$</u>	<u>53 \$</u>	<u>8 \$</u>	<u>(673)\$</u>

RESSOURCES HUMAINES (MOYENNE)

	Prévisions	RÉSULTAT				
	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Personnel administratif	10	9,5	8,5	8,5	10,5	10,5
Pilotes	61,5	61,5	59,5	62	63	63
Répartiteurs	<u>9</u>	<u>8,5</u>	<u>9</u>	<u>8,5</u>	<u>9</u>	<u>9</u>
	80,5	79,5	77,0	79,0	82,5	82,5

AFFECTATIONS DE PILOTES

	Prévisions	RÉSULTAT				
	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Nombre	6 440	6 931	6 443	6 398	5 737	6 581
Planifié	6 440	6 600	6 550	6 800	6 800	7 300

AFFECTATIONS SANS ACCIDENTS

	Prévisions	RÉSULTAT				
	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Nombre	6 440	6 921	6 430	6 385	5 730	6 563
Pourcentage	100%	99,9%	99,8%	99,8 %	99,9 %	99,7 %

COÛT MOYEN PAR AFFECTATION

	Prévisions	RÉSULTAT				
	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Montant	2 664 \$	2 615 \$	2 546 \$	2 485 \$	2 491 \$	2 256 \$

REVUE DU RENDEMENT 2006

Les résultats par rapport aux objectifs

	2007 <u>Budget</u>	2006 <u>Résultat</u>	2006 <u>Budget</u>	2005 <u>Résultat</u>
Nbre total d'affectations	6 440	6 931	6 600	6 443
Nbre total d'affectations sans accident -%	100%	99,9%	100%	99,8%
Bénéfice net (perte)	<u>519 000 \$</u>	<u>321 453 \$</u>	<u>545 000 \$</u>	<u>(833 000) \$</u>
Flux de trésorerie provenant de (utilisés pour) l'exploitation	<u>(400 000) \$</u>	<u>2 398 326 \$</u>	<u>630 000 \$</u>	<u>(630 719) \$</u>
Dépenses en capital	<u>70 000 \$</u>	<u>112 768 \$</u>	<u>50 000 \$</u>	<u>17 093 \$</u>
Situation de trésorerie - fin de l'exercice	<u>184 000 \$</u>	<u>(189 280) \$</u>	<u>115 000 \$</u>	<u>420 519 \$</u>
Nbre moyen d'affectations par pilote	<u>105</u>	<u>113</u>	<u>108</u>	<u>108</u>
Augmentations tarifaires	<u>2,5%</u>	<u>4,5%</u>	<u>8%</u>	<u>5,5%</u>

Objectifs généraux

- Dispenser des services de pilotage maritime et des services connexes économiques, sûrs, fiables et complets.
- Promouvoir l'utilisation efficace de l'actif de l'Administration, y compris l'équipement et les ressources humaines.
- Promouvoir le pilotage dans un contexte commercial en vue d'atteindre l'autonomie financière tout en assurant le meilleur coût possible aux utilisateurs.
- Être attentif aux politiques écologiques, sociales et économiques du gouvernement du Canada.

Activités entreprises pour atteindre les objectifs

(i) Service de pilotage sûr, économique et fiable

L'Administration a investi 395 000 \$ au cours des six dernières années pour former les pilotes à utiliser des systèmes de navigation électroniques sophistiqués (SEVCM) afin de faciliter leurs tâches et de réduire le risque de collision et d'échouement des navires transocéaniques dans la voie maritime du Saint-Laurent.

L'Administration a fourni aux pilotes des cours spéciaux portant sur les problèmes liés au manque de sommeil dans ce genre de travail.

Dans tous les secteurs de pilotage, l'Administration a adopté des règles de travail qui permettent aux pilotes de se reposer adéquatement après plusieurs affectations successives de nuit. Cette mesure fera en sorte que les affectations de pilotage difficiles seront assumées par des pilotes bien reposés, ce qui diminuera le risque de fatigue.

L'Administration a fait insérer dans les conventions collectives des pilotes une disposition préventive des grèves et des lock-out qui permettra de régler les litiges et d'éliminer toute possibilité d'arrêt de travail. Cette entente a expiré en 2006 et est en voie d'être renouvelée pour les années à venir.

L'Administration a élaboré en 2002 et mis en œuvre en 2003, avec la collaboration des pilotes, un système d'évaluation des compétences des pilotes et de la qualité de leurs services. Le système comprend notamment les points suivants :

- i) l'évaluation des besoins des pilotes en matière de formation et l'établissement de solutions pour répondre à ces besoins;
- ii) l'examen d'affectations antérieures et d'incidents survenus dans le passé;

REVUE DU RENDEMENT 2006

- iii) un programme de formation et d'évaluation des habiletés grâce à un simulateur de passerelle fourni par les pilotes du Bas-Saint-Laurent, à Québec;
- iv) un processus de traitement des plaintes et des commentaires de la clientèle concernant les services de pilotage et le rendement des pilotes. Des sondages sont réalisés tous les ans pour évaluer la qualité des services.

Les coûts associés à l'administration du système d'évaluation sont d'environ 100 000 \$ par année.

L'évaluation des compétences des pilotes et de la qualité des services qu'ils dispensent s'effectue sur une base continue, chaque pilote devant subir une évaluation au moins une fois à tous les cinq ans. Chaque pilote de l'Administration a passé avec succès cette évaluation.

L'Administration a pu geler les tarifs de 1994 à 2001 (8 ans) puis réduire les tarifs canadiens de 5 % en 1999 et en 2000 (économies de 800 000 \$). Puis pour la première fois en neuf ans, elle a haussé les tarifs de 30,5 %. Pendant cette période marquée par un taux d'inflation qui a atteint 26,5 % depuis 1993, l'industrie a tiré profit de la stabilité des tarifs, réalisant une économie d'environ 8 millions de dollars.

L'Administration a renégocié en 2004 les quatre conventions collectives des pilotes - elles expireront en mars 2007. Ces ententes accordent à tous les pilotes des augmentations salariales équivalentes à l'augmentation du coût de la vie.

(ii) Utilisation efficace de l'actif de l'Administration

L'Administration a décidé, en 2003, de regrouper ses deux centres de répartition à Cornwall, en Ontario. Cette fusion a eu lieu au début de la saison de navigation de 2004 et a permis à l'Administration de réaliser des économies de plus de 200 000 \$ par année. À compter de 2004, l'Administration a éliminé deux postes d'exploitation/de gestion à temps plein.

En 1997, l'Administration a investi 160 000 \$ dans le développement et la mise en service d'un système informatisé de gestion des horaires pour ses pilotes. Le système permet d'effectuer des affectations et de préparer des rapports d'exploitation de façon rapide, tout en améliorant la précision avec laquelle les pilotes et les navires peuvent être localisés. Ce système permet aussi d'accroître la capacité de répartition, de sorte que dans le cas où le volume de trafic augmenterait considérablement, tous les pilotes pourraient être affectés simultanément sans qu'il soit nécessaire d'augmenter le nombre de répartiteurs.

En 1998, l'Administration a investi 75 000 \$ additionnels dans la conception d'un système de facturation et de production de rapports qui est intégré au système de répartition. Ce système assure une précision accrue et une réduction du temps de production des factures de droits de pilotage.

L'Administration a investi 60 000 \$ en 2001, 50 000 \$ en 2002 et 25 000 \$ en 2006 pour moderniser le système de répartition et le rendre accessible aux usagers d'Internet.

(iii) Maintien de l'autonomie financière dans ses activités

Comme suite à la vérification interne de la gestion de ses ressources humaines, l'Administration a procédé à une restructuration de son personnel administratif afin de mieux répondre aux besoins de l'industrie et des différents organismes gouvernementaux. Elle a ainsi ajouté 1,5 année-personne aux services de la comptabilité et des opérations.

L'Administration maintient sa politique traditionnelle de sous-traitance en ce qui concerne les services de bateaux-pilotes dans le canal Welland. Il coûte à l'Administration environ 495 000 \$ par année pour deux bateaux-pilotes en service dans le canal. Une solution de rechange consisterait à investir 2 000 000 \$ dans chaque bateau-pilote, à accroître les effectifs en recrutant

REVUE DU RENDEMENT 2006

16 conducteurs, et à assumer des frais élevés de réparation et d'entretien. La pratique de sous-traitance s'est avérée avantageuse sur le plan financier et un changement de pratique n'est pas envisagé.

En 1999, l'Administration a entamé la saison de navigation avec un surplus d'exploitation de près de 7 millions de dollars accumulé pendant la période de 1994 à 1998 (5 ans) alors que les recettes excédaient les dépenses. Le conseil d'administration avait alors établi des politiques ayant pour effet de geler tous les tarifs et de réduire les tarifs dans les secteurs canadiens, en 1999 et 2000, dans le but de réduire l'excédent. De 1999 à 2005, les pertes d'exploitation ont eu pour effet d'éliminer cet excédent.

Afin d'assurer son autonomie financière, l'Administration a haussé ses tarifs de 7,5 % en 2003, 15 % en 2004, 5,5 % en 2005, 4,5 % en 2006 et les augmentera de 2,5 % en 2007. L'industrie collabore avec l'Administration pour lui permettre d'atteindre cet objectif.

(iv) Bassin de candidats-pilotes qualifiés

Dans son rapport sur le pilotage qu'il a soumis au ministre des Transports en 1999, l'Office des transports du Canada a recommandé que l'Administration inclue dans son rapport annuel un compte rendu sur le bassin de candidats-pilotes qualifiés. Ayant examiné ses besoins en termes de main-d'œuvre pour les cinq prochaines années, l'Administration a déterminé que la diminution du nombre de pilotes en raison des retraites à l'âge de 65 ans s'établira comme suit :

2007 - 1 pilote, circonscription de Cornwall

2008 - aucune retraite

2009 - 1 pilote, circonscription de Cornwall et 1 pilote, circonscription n° 3

2010 - aucune retraite

2011 - 1 pilote, circonscription n° 1, 1 pilote, lac Ontario et 3 pilotes, circonscription n° 2

L'Administration a des listes de disponibilité pour ses quatre circonscriptions de pilotage, ce qui lui permettra de répondre facilement à ses besoins en dotation découlant des retraites prévues.

Cette analyse est fondée sur un volume de trafic qui serait maintenu au niveau actuel. Ce volume correspond aux prévisions fournies à l'Administration par la Direction des statistiques et prévisions maritimes et de surface de Transports Canada.

(v) Programme d'apprentis-pilotes

L'Administration, en collaboration avec les pilotes et l'Institut maritime du Québec, a conçu et mis en place un programme de formation complet pour tous les éventuels apprentis-pilotes. Ce programme dresse la liste des compétences que doit posséder un pilote pour assumer ses fonctions, de même qu'un système d'évaluation objective qui confirmera à l'Administration et à ses utilisateurs que le pilote a satisfait aux critères établis.

(vi) Mise à jour des mesures prises par l'Administration pour satisfaire aux recommandations de l'O.T.C. de 1999

Les recommandations suivantes ont été présentées dans la lettre du ministre des Transports adressée au président de l'Administration le 15 novembre 1999, et correspondent spécifiquement aux recommandations de l'O.T.C. telles que présentées dans son rapport au Parlement intitulé « Examen ministériel de questions de pilotage demeurées en suspens ».

REVUE DU RENDEMENT 2006

Recommandation

L'Administration est tenue d'élaborer et d'adopter une méthode fondée sur l'évaluation des risques pour désigner ou réévaluer les zones de pilotage obligatoire. Elle est tenue de procéder à la révision des conditions et des facteurs relatifs à la désignation de zone de pilotage obligatoire à tous les cinq ans et, en consultation avec les usagers, d'utiliser une méthode fondée sur l'évaluation des risques pour évaluer de nouveau la désignation des zones de pilotage obligatoire où il y a eu des changements.

L'Administration est tenue d'élaborer et de mettre en œuvre un système équitable et raisonnable en vue d'évaluer les compétences des pilotes et la qualité de leurs services. Ces évaluations devront être effectuées à des intervalles réguliers, au moins tous les cinq ans.

Le Règlement de pilotage des Grands Lacs doit être modifié afin de resserrer les conditions permettant d'exempter des navires du pilotage obligatoire dans la région des Grands Lacs.

Le Ministre recommande que l'Administration, en partenariat avec les pilotes et toutes les parties concernées, examine à des intervalles réguliers tous les aspects de ses opérations, et qu'elle rende compte au ministre des Transports, dans son rapport annuel, des mesures précises qu'elle a prises pour augmenter l'efficacité des services et réduire les coûts. Bien qu'une somme de travail considérable ait été abattue à cet égard, cet examen devrait constituer un objectif permanent.

Le Ministre exige que l'Administration procède à des consultations périodiques auprès des parties concernées au sujet des questions financières, opérationnelles et de planification et qu'elle explique, dans son rapport annuel au Parlement, son plan de consultation et la mise en œuvre de ce plan.

Le Ministre demande que l'Administration de pilotage des Grands Lacs élabore une méthode structurée de traitement des plaintes et rende compte de sa mise en œuvre dans son rapport annuel de 2000.

Le Ministre exige que l'APGL et l'industrie du transport maritime élaborent un système permettant la diffusion rapide de renseignements pratiques sur les incidents mineurs.

État

Transports Canada a élaboré une méthode fondée sur l'évaluation des risques que doivent suivre les quatre administrations canadiennes pour faire la révision des zones de pilotage obligatoire. L'APGL a effectué une première révision des zones de pilotage obligatoire et est en cours de discussions avec le ministre des Transports pour publier des recommandations.

Le processus d'élaboration d'un système pour évaluer les compétences des pilotes et la qualité de leurs services a été mené à bonne fin et tous les pilotes ont été évalués. Ce processus a été accompli avec l'entière collaboration des pilotes.

L'Administration suit la méthode fondée sur l'évaluation des risques pour répondre à cette exigence et a terminé son examen.

Cet exercice a été effectué et sera poursuivi sur une base continue.

Depuis 2000, l'Administration convoque les parties concernées à une réunion annuelle.

Une méthode structurée de traitement des plaintes a été mise en place en 2000. L'Administration a reçu quelques plaintes d'usagers, mais chacune a été traitée de façon satisfaisante.

L'Administration rapportera les incidents maritimes conformément aux règles établies par le *Bureau de la sécurité des transports du Canada*.

REVUE DU RENDEMENT 2006

L'Administration doit, pour des raisons de transparence, fournir les raisons qui justifient tout rejet d'une demande de dispense.

L'Administration s'est conformée à cette exigence.

L'Administration doit dorénavant indiquer dans son rapport annuel l'état du bassin de candidats-pilotes qualifiés.

Depuis 1999, l'Administration a rendu compte dans son rapport annuel, de l'état du bassin de candidats-pilotes qualifiés.

(vii) Examen spécial

Conformément à la Partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), le Vérificateur général du Canada a effectué un examen spécial des systèmes de contrôle et d'information financiers et de gestion ainsi que des pratiques de gestion de l'Administration de pilotage des Grands Lacs. L'Administration doit, conformément aux alinéas 131(1)b) et 131(2)a) et c) de la LGFP, maintenir ces systèmes et pratiques de manière à fournir un degré raisonnable d'assurance que :

- les actifs de l'Administration sont protégés et contrôlés;
- la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'Administration est économique et efficiente;
- les opérations de l'Administration sont menées de façon efficace.

En février 2003, le Vérificateur général du Canada a informé le conseil d'administration qu'il avait terminé son examen et « qu'il existe une assurance raisonnable que les systèmes et pratiques examinés ne comportent aucune lacune importante ». Des recommandations d'ordre mineur ont été soulignées et seront appliquées par l'APGL à l'avenir.

(viii) Examen de vérification interne

L'administration a retenu les services de la société de consultation KPMG d'Ottawa pour procéder, au début de 2007, à une vérification interne des pratiques appliquées à la formation et au perfectionnement de son personnel.

(ix) Rapport d'incidents maritimes alors qu'un pilote de l'APGL était à bord du navire

STATISTIQUES SUR LES INCIDENTS MARITIMES

<u>INCIDENT</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Collision	-	1	-	-	1
Naufrage	-	-	-	-	-
Incendie/Explosion	-	-	-	-	-
Échouement	3	2	1	1	3
Heurt violent	1	1	1	1	-
Contact avec le mur d'une écluse	5	6	5	4	12
Heurt de la berge/du fond	1	-	3	1	-
Avaries causés par la glace	-	-	-	-	-
Câble d'arrêt	-	3	3	-	2
TOTAL	<u>10</u>	<u>13</u>	<u>13</u>	<u>7</u>	<u>18</u>
Pourcentage d'affectations sans incident	99,9 %	99,8 %	99,8 %	99,9%	99,7%

Synopsis 2006

Tel qu'indiqué dans le tableau statistique ci-dessus, la majorité des incidents qui surviennent dans la région sont encore principalement composés de navires qui heurtent les murs d'amarrage ou d'écluse.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR



Office of the Auditor General of Canada
Bureau du vérificateur général du Canada

Au ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage des Grands Lacs au 31 décembre 2006 et les états des résultats et du déficit accumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Administration. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Administration au 31 décembre 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous les égards importants, conformément à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ses règlements, à la *Loi sur le pilotage* et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour la vérificatrice générale du Canada

A handwritten signature in black ink that reads 'Micheline Ethier Massicotte'.

Micheline Ethier Massicotte, CA
Directrice principale

Montréal, Canada
Le 2 février 2007

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS

Bilan au 31 décembre

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	— \$	420 519 \$
Placements (note 3)	3 854 025	799 998
Débiteurs	<u>1 756 262</u>	<u>3 092 492</u>
	5 610 287	4 313 009
À long terme		
Immobilisations corporelles (note 5)	<u>143 856</u>	<u>104 064</u>
	<u>5 754 143</u> \$	<u>4 417 073</u> \$
PASSIF		
À court terme		
Dette bancaire et découvert bancaire (note 10)	189 280 \$	— \$
Salaires et avantages sociaux à payer	5 263 889	4 607 815
Autres créditeurs et charges à payer	436 385	381 513
Avantages sociaux futurs (note 6)	<u>101 384</u>	<u>163 701</u>
	5 990 938	5 153 029
À long terme		
Avantages sociaux futurs (note 6)	<u>3 350 951</u>	<u>3 173 243</u>
	<u>9 341 889</u>	<u>8 326 272</u>
AVOIR		
DÉFICIT DU CANADA		
Capital d'apport	82 074	82 074
Déficit accumulé	<u>(3 669 820)</u>	<u>(3 991 273)</u>
	<u>(3 587 746)</u>	<u>(3 909 199)</u>
	<u>5 754 143</u> \$	<u>4 417 073</u> \$

Engagements (note 7)
Éventualités (note 12)

Les notes font partie intégrante des états financiers

Approuvé par le conseil d'administration :



Directeur général



Administrateur

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS

État des résultats et du déficit accumulé pour l'exercice terminé le 31 décembre

	<u>2006</u> <u>2006</u>	<u>2005</u> <u>2005</u>
Revenus		
Droits de pilotage	18 165 418 \$	15 474 244 \$
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles (note 11)	154 950	—
Revenus de répartition et de bateaux-pilotes	94 820	83 264
Intérêts et autres revenus	<u>31 701</u>	<u>12 787</u>
	<u>18 446 889</u>	<u>15 570 295</u>
Dépenses		
Salaires et avantages sociaux des pilotes	13 071 227	11 991 082
Transport et déplacements	1 785 271	1 570 901
Salaires et avantages sociaux - personnel opérationnel	937 677	909 118
Salaires et avantages sociaux – personnel administratif	760 728	644 884
Services de bateaux-pilotes (note 8)	670 566	607 398
Ordinateur portable des pilotes et logiciel de navigation	182 809	—
Services professionnels et spéciaux	171 134	175 261
Services publics, fournitures et approvisionnements	136 520	105 214
Location	74 759	67 595
Amortissement	72 976	69 563
Frais de formation des pilotes	65 214	67 878
Communications	63 675	76 250
Achat de services de répartition	54 631	53 696
Réparations et entretien	53 247	33 960
Intérêts et frais bancaires	<u>25 002</u>	<u>30 553</u>
	<u>18 125 436</u>	<u>16 403 353</u>
Bénéfice (perte) net pour l'exercice	321 453	(833 058)
Déficit accumulé au début de l'exercice	<u>(3 991 273)</u>	<u>(3 158 215)</u>
Déficit accumulé à la fin de l'exercice	<u>(3 669 820)\$</u>	<u>(3 991 273)\$</u>

Les notes font partie intégrante des états financiers

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 décembre

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
<u>Activités d'exploitation</u>		
Bénéfice (perte) net pour l'exercice	321 453 \$	(833 058)\$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Avantages sociaux futurs	115 391	122 137
Amortissement	72 976	69 563
Amortissement de l'escompte sur les placements	(3 720)	-
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	(154 950)	-
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement :		
Diminution (augmentation) des débiteurs	1 336 230	(543 565)
Augmentation des salaires et avantages sociaux à payer	656 074	433 314
Augmentation des autres créditeurs et charges à payer	<u>54 872</u>	<u>120 890</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<u>2 398 326</u>	<u>(630 719)</u>
<u>Activités d'investissement</u>		
Achat de titres de placement	(3 850 305)	(799 998)
Disposition des placements	799 998	1 249 998
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	154 950	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles	<u>(112 768)</u>	<u>(17 093)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>(3 008 125)</u>	<u>432 907</u>
Diminution de l'encaisse	(609 799)	(197 812)
Encaisse au début de l'exercice	<u>420 519</u>	<u>618 331</u>
Encaisse (dette bancaire et découvert bancaire) à la fin de l'exercice	<u>(189 280) \$</u>	<u>420 519 \$</u>
<u>Information supplémentaire</u>		
Frais d'intérêt versés	<u>19 241 \$</u>	<u>24 723 \$</u>

Les notes font partie intégrante des états financiers

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS

Notes aux états financiers
du 31 décembre 2006

1. Pouvoirs et objectifs

L'Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée a été créée en février 1972 en vertu de la *Loi sur le pilotage*. Elle a été constituée en tant que société à responsabilité limitée en mai 1972 et a poursuivi ses activités aux termes de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Avant le 1^{er} octobre 1998, l'Administration fonctionnait sous le nom de l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée et était une filiale de l'Administration de la voie Maritime du Saint-Laurent. En vertu de la *Loi sur la marine*, qui a reçu la sanction royale le 11 juin 1998, le nom de l'Administration a été modifié pour l'Administration de pilotage des Grands Lacs et elle est maintenant réputée avoir été créée en vertu du paragraphe 3(1) de la *Loi sur le pilotage*. L'Administration est une société d'État énumérée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

L'Administration a pour objectifs d'établir, d'exploiter, d'entretenir et d'administrer un service de pilotage sûr et efficace à l'intérieur d'un secteur précis des eaux canadiennes.

L'Administration est dispensée de tout impôt sur les bénéfices.

Réglementation des tarifs des droits de pilotage

L'Administration doit, avec l'approbation du gouverneur en conseil, fixer par règlement les tarifs des droits de pilotage qui doivent lui être payés. Le processus d'approbation des tarifs est prévu dans la *Loi sur le pilotage*. Ainsi, l'Administration doit, dans un premier temps, publier un projet de règlement sur les tarifs dans la *Gazette du Canada*. Tout intéressé qui a des raisons de croire qu'un droit figurant dans ce projet nuit à l'intérêt public, peut déposer auprès de l'Office des transports du Canada (OTC) un avis d'opposition motivé dans les trente jours qui suivent sa publication dans la *Gazette du Canada*. Dans ce cas, l'Office doit faire l'enquête qu'elle estime nécessaire dans l'intérêt public, notamment par la tenue d'audiences publiques. À l'issue de son enquête, l'Office doit faire une recommandation dans les 120 jours suivant réception des avis d'opposition et l'Administration est obligée d'en tenir compte. L'OTC est une entité apparentée à l'Administration en tant qu'organisme du gouvernement fédéral.

Les tarifs peuvent entrer en vigueur 30 jours après leur publication dans la *Gazette du Canada*. Toutefois, si l'OTC recommande un droit de pilotage inférieur à celui que l'Administration a fixé, l'Administration est tenue de rembourser aux personnes qui ont payé le droit fixé, la différence entre ce droit et celui qu'a recommandé l'Office, plus intérêts. Le gouverneur en conseil peut modifier ou annuler une recommandation de l'OTC.

Les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables et doivent permettre le financement autonome des opérations de l'Administration. Ainsi, les tarifs exigés visent le recouvrement des coûts de l'Administration.

2. Conventions comptables importantes

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les principales conventions comptables sont les suivantes :

Constatation des produits

Les produits tirés des droits de pilotage, de répartition et de bateaux-pilotes sont comptabilisés au moment de la prestation de services. Les intérêts et autres revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS

Placements

L'Administration est autorisée à placer toute somme d'argent disponible qui n'est pas requise pour les besoins immédiats. Ces placements peuvent être faits en obligations garanties par Sa Majesté du chef du Canada ou par toute province ou par toute municipalité du Canada. Les placements sont comptabilisés au coût après amortissement des primes ou escomptes sur achat, lesquels sont amortis sur toute la période jusqu'à l'échéance. L'amortissement des primes ou escomptes est calculé selon la méthode linéaire et est imputé aux revenus.

Immobilisations corporelles

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon la méthode linéaire et il est fondé sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, comme suit :

Bâtiments	20 ans
Mobilier et matériel	10 ans
Matériel informatique et logiciels	5 ans

Prestation de retraite

Les salariés participent au Régime de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Ce régime de retraite à prestations déterminées offre des prestations basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire admissible moyen en fin de carrière. Les prestations sont entièrement indexées en fonction de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation. Les cotisations au Régime versées par l'Administration représentent le coût total des cotisations de l'employeur. Le montant est basé actuellement sur un multiple des cotisations exigées des salariés, et il pourrait être modifié si les résultats du Régime varient. Les cotisations représentent la totalité des obligations de l'Administration découlant du Régime de retraite et elles sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les services sont rendus. L'Administration n'est pas tenue actuellement de verser des cotisations pour combler les insuffisances actuarielles du Régime de retraite de la fonction publique.

Autres avantages sociaux futurs

Les employés ont droit à des indemnités de départ tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations pour calculer la valeur de l'obligation au titre des indemnités de départ. Puisque le taux de roulement des employés est habituellement peu élevé, la direction prend comme hypothèse que les employés travailleront pour l'Administration jusqu'à leur date d'admissibilité à la retraite. Ces indemnités constituent pour l'Administration la seule obligation de cette nature dont le règlement entraînera des paiements au cours des prochains exercices.

Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs présentés ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses déclarés dans les exercices visés. Les principaux éléments susceptibles de faire l'objet d'estimation sont les salaires et avantages sociaux à payer, les avantages sociaux futurs ainsi que les dépenses de salaires et d'avantages sociaux qui y sont liés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

3. Placements

De par leur nature, les investissements de l'Administration ne sont pas considérés comme posant un risque de crédit important.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS

	<u>2006</u>		<u>2005</u>	
	<u>Montant</u>	<u>Intérêts (%)</u>	<u>Montant</u>	<u>Intérêts (%)</u>
Arrivant à échéance d'ici un an :				
Obligations provinciales	2 349 995 \$	3,95 – 4,07	799 998 \$	2,79 – 3,07
Bons du Trésor du Canada	1 504 030 \$	4,05 – 4,08	-	-

La valeur comptable de ces placements correspond approximativement à leur juste valeur du fait qu'il s'agit d'éléments à court terme.

4. Instruments financiers

Les comptes débiteurs, les comptes créditeurs et la dette bancaire font partie du cours normal des activités. La valeur comptable de ces instruments financiers correspond à sa juste valeur en raison du terme à court qui est court. Il n'y a pas de concentration de comptes débiteurs chez un client en particulier.

5. Immobilisations corporelles

	<u>2006</u>		
	<u>Coût</u>	<u>Amortissement cumulé</u>	<u>Valeur nette</u>
Bâtiments	71 846 \$	71 846 \$	– \$
Mobilier et matériel	306 403	243 904	62 499
Matériel informatique et logiciels	<u>790 062</u>	<u>708 705</u>	<u>81 357</u>
	<u>1 168 311 \$</u>	<u>1 024 455 \$</u>	<u>143 856 \$</u>
	<u>2005</u>		
	<u>Coût</u>	<u>Amortissement cumulé</u>	<u>Valeur nette</u>
Bâtiments	71 846 \$	66 076 \$	5 770 \$
Mobilier et matériel	270 149	235 237	34 912
Matériel informatique et logiciels	<u>713 548</u>	<u>650 166</u>	<u>63 382</u>
	<u>1 055 543 \$</u>	<u>951 479 \$</u>	<u>104 064 \$</u>

6. Avantages sociaux futurs

Régime de retraite

Le Régime de retraite de la fonction publique a exigé que l'Administration verse des cotisations au Régime. L'Administration verse 2,14 \$ (2,14 \$ en 2005) pour chaque dollar versé par l'employé. Si le salaire annuel d'un employé est supérieur à 120 300 \$ (114 400 \$ en 2005), la partie du salaire de l'employé au-delà de ce montant est assujettie au versement par l'employeur de 7,20 \$ (8,90 \$ en 2005) pour chaque dollar versé par l'employé. Les cotisations de l'exercice étaient les suivantes :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Administration	1 117 424 \$	983 402 \$
Employés	488 835	456 261

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS

Autres avantages sociaux futurs

L'Administration verse des indemnités de départ à ses employés. Ce régime n'est pas capitalisé et ne possède donc pas d'actifs, ce qui se traduit par un déficit équivalant à l'obligation au titre des prestations constituées. À la date du bilan, les renseignements établis par estimation au sujet de ce plan sont les suivants :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Obligation au titre des indemnités constituées au début de l'année	3 336 944 \$	3 214 807 \$
Coût pour l'année	282 328	281 206
Indemnités versées durant l'année	<u>(166 937)</u>	<u>(159 069)</u>
Obligation au titre des indemnités constituées à la fin de l'année	<u>3 452 335 \$</u>	<u>3 336 944 \$</u>
Part à court terme	101 384 \$	163 701 \$
Part à long terme	<u>3 350 951</u>	<u>3 173 243</u>
	<u>3 452 335 \$</u>	<u>3 336 944 \$</u>

7. Engagements

L'Administration a un bail avec l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour la location de bureaux, lesquels sont gérés par la Corporation de gestion de la voie maritime. Elle loue aussi du matériel de bureau et une roulotte, et a des engagements contractuels relativement au service de bateau-pilote. Les montants minimums de loyer et de contrat de service à verser au cours des quatre prochains exercices sont les suivants :

2007	552 742
2008	578 349
2009	552 860
2010	<u>574 879</u>
	<u>2 258 830 \$</u>

8. Services de répartition et de bateau-pilote aux pilotes américains de la circonscription n° 1

En vertu d'une lettre d'entente, l'Administration fournit sans frais aux pilotes américains de la circonscription n° 1 tous les services de répartition et de transport par bateau-pilote à Port Weller. En contrepartie, l'association des pilotes américains fournit sans frais les services de transport par bateau-pilote à Cap Vincent, dans l'état de New York.

9. Opérations entre apparentés

L'Administration est apparentée sur le plan de la propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. L'Administration s'engage dans des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées.

10. Facilités de crédit

L'administration dispose d'une marge de crédit commerciale de 3 000 000 \$ (2 000 000 \$ en 2005) dont le taux d'intérêt est le taux préférentiel annuel de sa banque. Au 31 décembre 2006, l'Administration avait utilisé 75 446 \$ de cette marge de crédit (0 \$ en 2005). Ce montant est inscrit à la rubrique dette bancaire et découvert bancaire du bilan. Cette facilité de crédit est disponible selon les besoins de l'Administration et est renouvelable à chaque année.

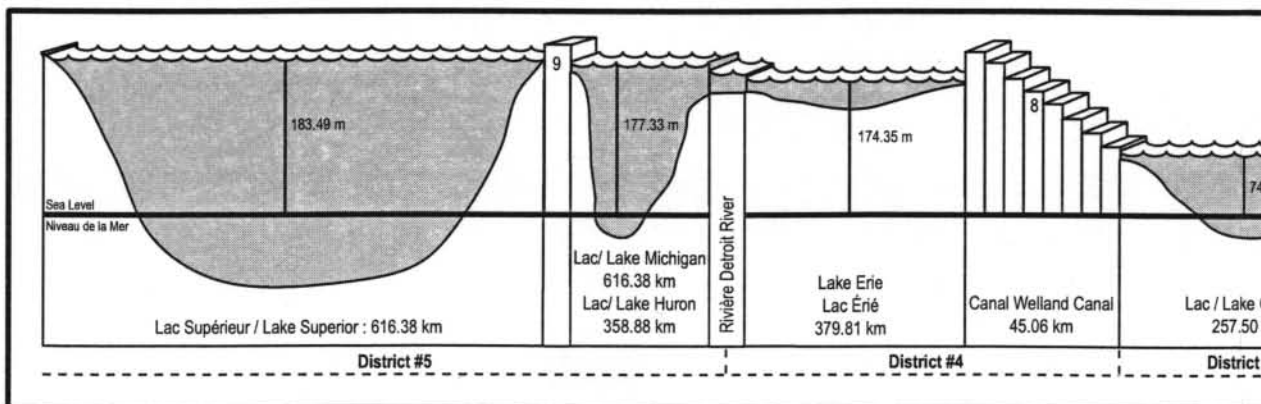
ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS

11. Gain sur disposition d'immobilisations corporelles

L'Administration a réalisé un gain de 154 950 \$ sur la vente de son bâtiment situé à Port Weller, en Ontario. Cet immeuble a été transféré de Transport Canada en 1972 pour 1 \$.

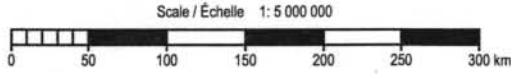
12. Éventualités

Dans le cours normal des affaires, diverses réclamations et poursuites ont été intentées contre l'Administration. La direction estime que ces réclamations ou poursuites n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de l'Administration. Aucune provision n'a été prise en compte à cet égard.



82° 80° 78° 76° 74°

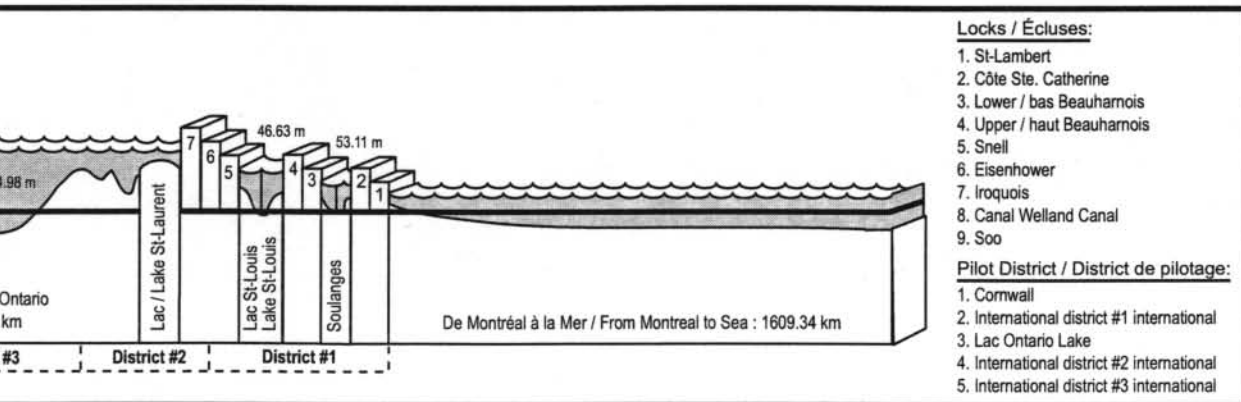
GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS



— Locks / Écluses



Produced by / produit par: Marine Press of Canada, 2002



Locks / Écluses:

1. St-Lambert
2. Côte Ste. Catherine
3. Lower / bas Beauharnois
4. Upper / haut Beauharnois
5. Snell
6. Eisenhower
7. Iroquois
8. Canal Welland Canal
9. Soo

Pilot District / District de pilotage:

1. Cornwall
2. International district #1 international
3. Lac Ontario Lake
4. International district #2 international
5. International district #3 international



Great Lakes Pilotage Authority

2

0

0

6



ANNUAL REPORT

GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY

Head Office

SECOND FLOOR
202 PITT STREET
CORNWALL, ONTARIO

Western Region

LOCK 7, WELLAND CANAL
THOROLD, ONTARIO

Eastern Region

SECOND FLOOR
202 PITT STREET
CORNWALL, ONTARIO

MAILING ADDRESS

P.O. Box 95
Cornwall, Ontario
K6H 5R9

www.glpa-apgl.com

GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY

BOARD OF DIRECTORS

Chair	① MR. B. DUCHARME Public Interest Representative
Member	MR. J. DE VILLERS Pilot Representative
Member	① MR. D. LANGLOIS Pilot Representative
Member	MR. A. DIGBY Shipping Industry Representative
Member	① MR. R. J. PATERSON Shipping Industry Representative
Member	② MR. T. GEDDES Public Interest Representative
Member	VACANT Public Interest Representative

EXECUTIVE OFFICERS

Chief Executive Officer	MR. R. F. LEMIRE
Secretary/Treasurer	MR. R. R. MÉNARD
Director of Operations	MR. D.R. TROTTIER
Office Manager – Thorold	MR. S. HINCHLIFFE

① Member of the Audit Committee

② Mr. T. Geddes replaced Mr. J. Campbell on December 18, 2006

GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY



Members of the Authority, from left to right, seated, Captain Donald Langlois, Mr. John Campbell, standing, Mr. Brian Ducharme (Chair), Mr. Robert Paterson, Mr. Andrew Digby, Captain Jacques de Villers



Management of the Authority, from left to right, seated, Robert Lemire, Christine Doherty, Nathalie Archambault, Réjean Ménard, standing, Raymond Lalonde, Nancy McAteer, Daniel Trottier. Absent from the picture, Steve Hinchliffe

CHAIR AND CHIEF EXECUTIVE OFFICER'S REPORT

February 2, 2007

The Honourable Lawrence Cannon, P.C., M.P.,
Minister of Transport, Infrastructure and Communities

Dear Minister:

As required by paragraph 150 of the *Financial Administration Act*, the Great Lakes Pilotage Authority is pleased to present its 2006 Annual Report for the year ended December 31, 2006.

The Authority has been able to meet its legislative objectives set out in the *Pilotage Act* which are to establish, operate, maintain and administer in the interest of safety an efficient pilotage service in the Canadian Great Lakes region. It has done so by:

- providing economic, safe, reliable and comprehensive marine pilotage and related service.
- promoting the effective utilization of the Authority's facilities, equipment and expertise through the effective application of these services in such activities as may be appropriate in the interest of safe navigation.
- providing pilotage service within a commercially oriented framework directed toward achieving and maintaining financial self-sufficiency at the least cost to the user.
- being responsible to the Government's environmental, social and economic policies.

The Authority's 2006 traffic in the Great Lakes increased by 7% over 2005 for a third consecutive year and represents a 21% increase since 2003. Steady steel imports and wheat exports accounted for most of this increase. The Authority is also pleased to report that shipping incidents involving Canadian pilots in the Great Lakes fell by over 33% from the five (5) year average to yield an incident free result of 99.9% for all assignments. The Authority's investment in pilot training and state of the art navigation computers and electronic charts has gone a long way in reducing the incident rate.

The Authority started 1999 with an accumulated surplus of \$6.5 million earned from previous year's operations. The Board agreed with the users in 1999 that this surplus was to be returned to the shipowners in the form of tariff freezes and tariff reductions. This agreement resulted in tariff freezes from 1993 to 2000 with tariff reductions in 1999 and 2000 generating a total of \$8 million in savings to the industry. Tariff increases in 2006 totaled 4.5% with additional tariff increases planned for 2007 to enable the Authority to return to a financially self-sustaining position. Tariff increases since 1993 are keeping pace with total inflation for the same period.

Revenue to the Authority for the twelve month period amounted to \$18,446,889 an increase of 19% from 2005 and 58% higher than 2003 due mainly to the traffic and tariff increases. Expenses amount to \$18,125,436 an increase of 10% from the previous year due mainly to the higher overtime costs associated to increase traffic levels and the users' main objective of reducing costly shipping delays which average close to \$2,000 for each hour of delay. The Authority has realized an operating surplus of \$321,453 which will be used to reduce the Authority's reliance on external financing to operate. The users continue to agree with the Authority that tariff adjustments are required for 2007 in order to reduce the Authority's reliance on external borrowing.

The Authority will continue to implement the November 1999 recommendation of the Canadian Transport Agency and address all stakeholders' concerns of reducing costs and increasing efficiency.

CHAIR AND CHIEF EXECUTIVE OFFICER'S REPORT

The continued success of the Authority is directly related to the efforts, dedication and cooperation demonstrated by all of its employees and the Board of Directors recognizes this and wishes to commend all of its employees for the good work.

On behalf of the members of the Authority



Brian C. Ducharme
Chair



Robert F. Lemire
Chief Executive Officer

MANAGEMENT REPORT

The management of the Authority is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles and for all other information presented in the annual report. This responsibility includes the selection of appropriate accounting principles and the exercise of careful judgement in establishing reasonable estimates. Financial information shown elsewhere in this annual report is consistent with that contained in the financial statements.

Management maintains books of account, financial and management control, and information systems, together with management practices designed to provide reasonable assurance that reliable and relevant information is available on a timely basis. These systems and practices provide reasonable assurance that assets are safeguarded and controlled, that resources are managed economically and efficiently in the attainment of corporate objectives, and that operations are carried out effectively. These systems and practices are also designed to provide reasonable assurance that the transactions are in accordance with the *Pilotage Act* and its regulations, the *Financial Administration Act* and its regulations, and the by-laws and policies of the Authority.

The Board of Directors is comprised of Directors who are not employees of the Authority except for the one pilot Board member. The Board of Directors is responsible for ensuring that management fulfils its responsibilities for financial reporting and internal control. The Audit Committee oversees the entity's systems of internal accounting and administration control. The Committee meets with management and the auditors to satisfy itself that responsibilities are properly discharged and to review the financial statements. The financial statements and annual report are reviewed and approved by the Authority on the recommendation of the Audit Committee.

The external auditor, the Auditor General of Canada, is appointed under the *Pilotage Act* and has audited the financial statements in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Her report outlines the nature of the audit and expresses her opinion on the financial statements of the entity.



R.F. Lemire
Chief Executive Officer



R. Ménard
Secretary / Treasurer

Cornwall, Ontario
February 2, 2007

GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY

MANDATE

The Great Lakes Pilotage Authority, Ltd. was established in February 1972 pursuant to the *Pilotage Act*, incorporated as a limited company in May 1972, and was continued under the *Canada Business Corporations Act*. Until October 1st, 1998, it operated under the name of Great Lakes Pilotage Authority, Ltd. Pursuant to the *Marine Act*, which received Royal Assent on June 11 1998, the name of the Authority was changed to Great Lakes Pilotage Authority and the Authority is deemed to have been established under subsection 3(1) of the *Pilotage Act*. The Authority is a Crown corporation listed in Schedule III, Part I of the *Financial Administration Act*. On October 1st, 1998, the Authority ceased to be a subsidiary of the St. Lawrence Seaway Authority and has surrendered its charter under the *Canada Business Corporations Act*.

OBJECTIVES

The Authority's corporate objectives are summarized as follows:

- To provide economic, safe, reliable and comprehensive marine pilotage and related services in its region of responsibility.
- To promote the effective utilization of the Authority's facilities, equipment and expertise through the productive application of these resources in such activities and geographic areas as may be appropriate in the interest of safe navigation.
- To provide the above services within a commercially-oriented framework directed toward achieving and maintaining financial self-sufficiency at the least cost to the user.
- To be responsive to the Government's environmental, social and economic policies.

POWERS

To carry out its responsibilities the Authority has made regulations, approved by Order-in-Council, pursuant to the *Pilotage Act* for:

1. The establishment of compulsory pilotage areas.
2. The prescription of the ships or classes of ships subject to compulsory pilotage.
3. The prescription of the classes of pilot licenses and classes of pilotage certificates that may be issued.
4. The prescription of the tariffs of pilotage charges to be paid to the Authority for pilotage services.

In addition, the Authority is empowered by the *Pilotage Act* to:

1. Employ such officers and employees, including licensed pilots, as required.
2. Contract with a body corporate for the services of licensed pilots.
3. Make by-laws respecting the management of its internal affairs.

GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY

4. Purchase, lease or otherwise acquire land, buildings, pilot boats and such other equipment and assets as may be required and to dispose of any such assets acquired.
5. Borrow money for the purpose of defraying the expenses of the Authority.
6. With the approval of the Minister of Finance invest any money not immediately required for the purposes of the Authority in bonds or other obligations guaranteed by Her Majesty in right of Canada.

DESCRIPTION OF THE OPERATIONS

The Authority operates in the interest of safety, a marine pilotage service in all Canadian waters in the Provinces of Ontario, Manitoba and in Quebec south of the northern entrance to the St. Lambert Lock.

Services are provided through the performance of pilotage assignments on those vessels entering the region which are subject to compulsory pilotage by pilots employed by the Authority, using pilot boats contracted by the Authority and dispatch services, both controlled through Pilotage Headquarters at Cornwall and/or the district office at Lock 7 of the Welland Canal, Thorold, Ontario.

The Authority must co-ordinate its efforts and operations with a number of other organizations such as The St. Lawrence Seaway Management Corporation and the United States Seaway Development Corporation, who operate the lock facilities, and maintain traffic control systems within the Region; the Canadian Coast Guard, who provide aids to navigation and the United States Coast Guard, who are responsible for the United States pilotage matters in international waters.

The Great Lakes Pilotage region is divided as follows:

- Cornwall District
- International District No. 1
- Lake Ontario
- International District No. 2 (including the Welland Canal)
- International District No. 3 (including Lakes Huron, Michigan and Superior)
- The Port of Churchill, Manitoba

CORPORATE GOVERNANCE

The Great Lakes Pilotage Authority's approach to Corporate Governance is fully consistent with the philosophy and objectives of the Department of Finance and the Treasury Board's Guidelines for Crown Corporations.

Role of the Chair

On the recommendation of the Minister of Transport, the Chair is appointed by the Governor in Council. The Chair presides at all meetings of the Board of Directors, provides leadership and guidance to the CEO of the Authority and on behalf of the Board, advises the Minister of Transport on all issues involving the Authority and Pilotage in the Great Lakes.

Role of the Board of Directors

Corporate Governance at Great Lakes Pilotage Authority is the responsibility of the Board of Directors. The Board's role is to guide and supervise the affairs of the entity on behalf of the Government of Canada, by whom the Directors are appointed.

The Board is composed of the Chair and up to six other members chosen to ensure that an appropriate mix of expertise, experience and marine perspective is reflected in its decision-making. The Authority is now operating with a full compliment of Directors except for one public interest representative. The specific function of the Board includes reviewing and recommending to the Minister of Transport, Great Lakes Pilotage Authority's policies, corporate plan, capital and operating budgets. The Board has input in and approves the Authority's Strategic and Corporate Plans. The Board prepares annually an Accountability Accord with the CEO detailing all objectives and goals expected to be met during the operating year. At year end the Board undertakes an exhaustive performance evaluation of the CEO to determine the status of all objectives so as to assess the performance of the CEO and the Authority. It also reviews and approves all major contracts, operational plans, financial statements, the auditors' report and the annual report. The Board ensures that the Authority maintains the highest standards in operating a safe, efficient and cost effective pilotage service.

Role of the Chief Executive Officer

A Chief Executive Officer is appointed by the members of the Board of Directors pursuant to section 13. (1.1) of the *Pilotage Act*. The remuneration of the CEO is fixed by an Order of the Governor General in Council. The CEO has the responsibility to plan, organize, direct and control the business of the Authority and reports to the Chair and the Board of Directors.

Role of the Audit Committee

The Audit Committee is a core committee of the Authority's Board and represents the engine of the Authority as it will improve the quality of the financial reporting, ensure the key risks are identified and managed, enable the directors to contribute their independent judgement, create a climate of discipline and control that will reduce the opportunity for fraud and increase stakeholder confidence in the credibility and objectivity of corporate performance.

The committee has the authority to investigate any activity of the Authority. The committee ensures the financial oversight and the oversight of the corporate books, records, general and management control and information system and management practices.

Governance Initiatives

The Board of Directors held a two day retreat in August 2006 to deal with the issue of Governance and requirements for Governance as well as the new Government of *Canada Accountability Act*.

CORPORATE GOVERNANCE

Accountability to the appointing entity (Government of Canada) is crucial, as the Authority must always act in the best interest of the public. The Board has indicated that it will be reviewing governance matters on a cyclical basis because of the commitment to this area.

The Auditor General of Canada in its February 2003 Special Examination Report indicates that in their opinion “there is reasonable assurance that the Authority uses good governance and accountability practices”.

The Board has also agreed that all Authority members and senior officers are to attend a Governance seminar approved and designed by the office of the Privy Council of Canada. All members and senior staff have successfully attended the seminar.

GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY

OPERATING SUMMARY (000's)

	Budget	ACTUAL				
	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Revenue	\$17,674	\$18,447	\$15,570	\$13,820	\$11,650	\$13,289
Operating costs	<u>17,155</u>	<u>18,126</u>	<u>16,403</u>	<u>15,902</u>	<u>14,289</u>	<u>14,850</u>
Surplus (deficit)	\$ 519	\$ 321	\$ (833)	\$ (2,082)	\$ (2,639)	\$ (1,561)
Budget	\$ 519	\$ 545	\$ 309	\$ 53	\$ 8	\$ (673)

AVERAGE HUMAN RESOURCES

	Budget	ACTUAL				
	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Administrative	10	9.5	8.5	8.5	10.5	10.5
Pilots	61.5	61.5	59.5	62	63	63
Dispatchers	9	8.5	9	8.5	9	9
	80.5	79.5	77.0	79.0	82.5	82.5

PILOT ASSIGNMENTS

	Budget	ACTUAL				
	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Number	6,440	6,931	6,443	6,398	5,737	6,581
Planned	6,440	6,600	6,550	6,800	6,800	7,300

ACCIDENT FREE ASSIGNMENTS

	Budget	ACTUAL				
	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Number	6,440	6,921	6,430	6,385	5,730	6,563
Percentage	100%	99.9%	99.8%	99.8%	99.9%	99.7%

AVERAGE COST OF PERFORMING AN ASSIGNMENT

	Budget	ACTUAL				
	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Amount	\$2,664	\$ 2,615	\$ 2,546	\$ 2,485	\$ 2,491	\$ 2,256

2006 PERFORMANCE REVIEW

Actual Compared to Budget

	2007 <u>Budget</u>	2006 <u>Actual</u>	2006 <u>Budget</u>	2005 <u>Actual</u>
Total Assignments	6,440	6,931	6,600	6,443
Total Incident Free Assignments-%	100%	99.9%	100%	99.8%
Net Income (loss)	<u>\$ 519,000</u>	<u>\$ 321,453</u>	<u>\$545,000</u>	<u>\$ (833,000)</u>
Cash provided by (used in) operations	<u>\$(400,000)</u>	<u>\$2,398,326</u>	<u>\$630,000</u>	<u>\$(630,719)</u>
Capital Expenditures	<u>\$ 70,000</u>	<u>\$ 112,768</u>	<u>\$ 50,000</u>	<u>\$ 17,093</u>
Cash Position at Year End	<u>\$ 184,000</u>	<u>\$ (189,280)</u>	<u>\$115,000</u>	<u>\$ 420,519</u>
Average Assignments per Pilot	<u>105</u>	<u>113</u>	<u>108</u>	<u>108</u>
Tariff increases	<u>2.5%</u>	<u>4.5%</u>	<u>8%</u>	<u>5.5%</u>

Corporate Objectives

- Provide economic, safe, reliable and comprehensive marine pilotage and related service.
- Promote effective utilisation of Authority's assets including equipment and human resources.
- Promote pilotage within a commercially oriented framework to achieve self-sufficiency at least cost to users.
- To be responsive to the Government of Canada's environmental, social and economic policies.

Activities Followed to Achieve Objectives

(i) Safe, Economic and Reliable Pilotage Service

The Authority invested \$395,000 in training pilots in the last six years to use state of the art electronic navigation system (ECDIS) to facilitate their duties and reduce the risks of collisions and grounding of ocean vessels transiting the St. Lawrence Seaway.

The Authority introduced pilots to special courses explaining issues surrounding sleep deprivation related problems found in this type of work.

The Authority has introduced in all pilotage sectors working rules that allow all pilots the chance of regaining proper rest after consecutive night time assignments. This measure will assure the Authority that difficult pilotage assignments will be performed by well rested pilots therefore reducing the risk of fatigue.

The Authority negotiated and put into place in the Pilots' Collective agreements a no strike no lockout provision that will settle disputes therefore eliminating any chance of work stoppage. This agreement expired in 2006 and is being extended for future years.

The Authority instituted in 2002 and implemented it in 2003 with the cooperation of the pilots a system for assessing pilots' competence and quality of service. The main components of this system involves,

- i) assessing the pilots training needs and developing training solutions to meet the need
- ii) reviewing past assignments and incidents
- iii) introducing simulator training and assessment of skills with using a full bridge simulator provided by the Lower St. Lawrence Pilots in Quebec City.

2006 PERFORMANCE REVIEW

- iv) introducing a comprehensive system for dealing with customer comments and complaints regarding pilotage services and performance. Customer surveys are also done on an annual basis to assess quality of service.

The cost of introducing this assessment system is approximately \$100,000 per year.

The assessment of pilots' competence and quality of service is ongoing with each pilot assessment completed at least once every five years. All GLPA pilots have successfully completed the above assessment.

The Authority has been able to freeze tariffs from 1994 to 2001 (8 years) and rebated 5% of Canadian tariffs in 1999 and 2000 (\$800,000 rebate). Tariffs were increased by 30.5% for the first time in nine (9) years. In a period where inflation has totalled 26.5% since 1993 the industry has benefited from the stable tariff by approximately \$8 million.

The Authority has successfully renegotiated in 2004, all four pilots' collective agreements which will now expire in March 2007. These collective agreements will yield cost of living salary increases to all pilots.

(ii) Effective Utilization of Authority's Assets

The Authority has made the decision in 2003 to consolidate both of the dispatching centres at one location in Cornwall, Ontario. This consolidation took place at the beginning of the 2004 navigation season and generated over \$200,000 a year savings to the Authority. The Authority has eliminated two (2) full time operation/management positions starting in 2004.

The Authority invested in 1997 \$160,000 in developing and implementing a computerized scheduling system for its pilots. This initiative will allow more timely dispatches and operation reports as well as increase the accuracy in tracking pilots and vessels. This system will also increase the Authority's capacity in dispatching allowing it to be able to dispatch all pilots without increasing the number of dispatchers in the event traffic increases significantly.

The Authority invested in 1998 a further \$75,000 in designing and integrating its billing and reporting systems into the computer dispatch system which will allow increased accuracy and shorter billing cycles in its pilotage fee receivable system.

The Authority invested \$60,000 in 2001, \$50,000 in 2002 and \$25,000 in 2006 to upgrade the dispatching system and make it compatible to internet users.

(iii) Maintain Self-Sufficiency in its Operations

As a result of the internal audit of the Human Resources Management function, the Authority restructured its administrative staff functions to better meet the needs of industry and government agencies by adding 1.5 staff to its accounting and operations departments.

The Authority continues to follow past practices of contracting out pilot boat services for the Welland Canal. These contracts cost the Authority approximately \$495,000 a year for the two pilot boats stationed at the Welland Canal. The alternative would be to invest over \$2,000,000 for each pilot boat and increase staffing levels by 16 pilot boat operators as well as incurring high repair and maintenance costs. The contracting out practice has proved to be cost beneficial for the Authority and a change in practice is not anticipated.

In 1999 the Authority started the navigation season with close to \$7 million in accumulated operation surplus generated in the period of 1994-1998 (5 years) when revenues exceeded

2006 PERFORMANCE REVIEW

expenses. The Board instituted policies to freeze all tariffs and reduce tariffs in the Canadian Sectors (1999, 2000) until the above surplus would be reduced. Operating losses in the period of 1999 to 2005 have now eliminated this surplus.

The Authority increased tariffs by 7.5% in 2003, 15% in 2004, 5.5% in 2005 with a further increase of 4.5% in 2006 and will increase tariffs in 2007 by 2.5% so that financial self sufficiency is assured. The industry is cooperating with the Authority in dealing with this issue so that the Authority remains financially self sufficient.

(iv) Pool of Qualified Pilot Candidates

In the 1999 Canadian Transportation Agency report to the Minister of Transport on pilotage issues a recommendation was made that the Authority report on the pool of qualified pilot candidates in the Annual Report. The Authority has examined its manpower requirements for the next five years and has determined that pilot number reductions due to retirements of pilots at age 65 will be as follows:

2007 - 1 pilot Cornwall District
2008 - No retirements
2009 - 1 pilot Cornwall district and 1 pilot District No. 3
2010 - No retirements
2011 - 1 pilot District No. 1, 1 Pilot Lake Ontario District and 3 pilots
District No. 2.

The Authority has Eligibility Lists of qualified candidates for its four pilotage districts which will easily meet the Authority's need in staffing scheduled retirements.

This analysis is based on traffic levels being maintained at their current levels. These levels correspond to traffic forecasts received by the Authority from the Marine and Surface Statistics and Forecast Branch of Transport Canada.

(v) Apprentice Pilot Program

The Authority, in cooperation with the pilots and l'Institut Maritime du Québec, designed and implemented a comprehensive training program for all future apprentice pilots. The program lists all the skill sets required by a pilot for discharging his duties as well as an objective evaluation system to assure the Authority and its users that the pilot has acquired the skill sets necessary.

(vi) Update of Authority's Actions Undertaken to Satisfy 1999's CTA Recommendation

The following recommendations were made in the Minister of Transport's letter to the Chair of the Authority on November 15, 1999 and make specific reference to the CTA's recommendation found in the report to parliament "Ministerial Review of Outstanding Pilotage Issues."

<u>Recommendation</u>	<u>Status</u>
The Authority is to develop and adopt a risk based methodology to be used for the designation or re-assessment of compulsory pilotage area. The Authority will conduct regular reviews every 5 years of each compulsory pilotage area and in consultation with the users those compulsory areas where there has been a change in factors and circumstances	Transport Canada has designed a risk based methodology for the four Canadian Pilotage Authorities to follow in the review of compulsory pilotage areas. GLPA has now completed its first review and is in discussions with the Minister of Transport to publish recommendations to address the findings.

2006 PERFORMANCE REVIEW

which justify a re-examination of the designation, a risk based methodology is to be used in the reassessment.

The Authority is to develop and implement a fair and reasonable system for assessing pilots' competence and quality of service. This assessment process will have to take place regularly and not less than every five years.

The Great Lakes Pilotage Regulations must be amended to enhance requirements for exempting vessels from compulsory pilotage in the Great Lakes Pilotage region.

The Minister recommends that the Authority, in partnership with pilots and all legitimate interested parties, regularly examine all aspects of its operations on a continuing basis and report to the Minister the specific steps that have been taken to achieve the goal of improved efficiencies and further cost reductions. Although most of the work has been done in this regard, it would be a constant objective.

The Minister requests that a formal system of consultation with interested parties on financial, operational and planning issues be initiated and that the Authority report on its plan for consultation and the implementation of the plan in the Annual Report to Parliament.

The Minister asks that the Great Lakes Pilotage Authority establish a structural methodology for handling complaints and report on its implementation in the 2000 Annual Report

The Minister request that GLPA and industry establish a system for the early release of practical information with respect to safety incident.

The Authority should provide reasons when a request for a waiver is denied as to add greater transparency to the waiver process.

The Authority must begin to report in the Annual Report on the pool of qualified pilot candidates.

The process to design a system for assessing pilots' competence and quality of service has been finalized and has seen all pilots complete the assessment. This process was undertaken with the full cooperation of the pilots.

The Authority is following the risk based methodology to address the request and has completed the study.

This exercise has been done in and will be continued.

The Authority has initiated in 2000 a yearly meeting with all interested parties.

A structural methodology for handling complaints has been established in 2000. The Authority received a few inquiries from users but all complaints were properly addressed.

The Authority will report domestic vessel incidents as per Transportation Safety Board records.

This recommendation has been so acted upon by the Authority.

The Authority has reported on the pool of qualified pilot candidates since 1999.

2006 PERFORMANCE REVIEW

(vii) Special Examination

As required by Part X of the *Financial Administration Act* (FAA), the Auditor General of Canada carried out a special examination of the financial and management control and information systems and management practices maintained by the Great Lakes Pilotage Authority. The Authority is required by paragraphs 131(1)(b) and 131(2)(a) and (c) of the FAA to maintain these systems and practices in a manner that will provide reasonable assurance that the following requirements are met:

- the assets of the Authority are safeguarded and controlled;
- the financial, human, and physical resources of the Authority are managed economically and efficiently; and
- the operations of the Authority are carried out effectively.

The Auditor General of Canada reported to the Board of Directors in February 2003 that they had completed their review and that “there is reasonable assurance that there are no significant deficiencies in the system and practices examined”. Minor recommendations were highlighted and will be dealt with by the GLPA in the future.

(viii) Internal Audit Examination

The Authority contracted the consulting firm of KPMG of Ottawa to perform an internal audit in early 2007 of the Authority’s staff training and development practices.

(ix) Incident Report with GLPA Pilots Aboard

MARINE INCIDENT STATISTICS

<u>INCIDENT</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Collision	-	1	-	-	1
Foundering	-	-	-	-	-
Fire/Explosion	-	-	-	-	-
Grounding	3	2	1	1	3
Striking	1	1	1	1	-
Contact with Lock Wall	5	6	5	4	12
Touching Bank/Bottom	1	-	3	1	-
Ice Damage	-	-	-	-	-
Ship Arrestor	<u>-</u>	<u>3</u>	<u>3</u>	<u>-</u>	<u>2</u>
TOTAL	<u>10</u>	<u>13</u>	<u>13</u>	<u>7</u>	<u>18</u>
Percentage of Incident Free Assignments	99.9%	99.8%	99.8%	99.9%	99.7%

2006 Synopsis

As depicted in the above statistical table, the majority of incidents within the region continue to involve ships contacting or striking tie-up and lock walls.

AUDITOR'S REPORT



Office of the Auditor General of Canada
Bureau du vérificateur général du Canada

To the Minister of Transport, Infrastructure and Communities

I have audited the balance sheet of Great Lakes Pilotage Authority as at December 31, 2006 and the statements of operations and accumulated deficit and cash flows for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Authority's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

I conducted my audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Authority as at December 31, 2006 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles. As required by the *Financial Administration Act*, I report that, in my opinion, these principles have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Further, in my opinion, the transactions of the Authority that have come to my notice during my audit of the financial statements have, in all significant respects, been in accordance with Part X of the *Financial Administration Act* and regulations, the *Pilotage Act* and regulations and the by-laws of the Authority.

A handwritten signature in cursive script that reads 'Micheline Ethier Massicotte'.

Micheline Ethier Massicotte, CA
Principal
for the Auditor General of Canada

Montreal, Canada
February 2, 2007

GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY

Balance Sheet as at December 31

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
ASSETS		
Current		
Cash	\$ -	\$ 420,519
Investments (Note 3)	3,854,025	799,998
Accounts receivable	<u>1,756,262</u>	<u>3,092,492</u>
	5,610,287	4,313,009
Long-term		
Property and equipment (Note 5)	<u>143,856</u>	<u>104,064</u>
	<u>\$5,754,143</u>	<u>\$4,417,073</u>
LIABILITIES		
Current		
Bank indebtedness and bank overdraft (Note 10)	\$ 189,280	\$ -
Accrued salaries and benefits	5,263,889	4,607,815
Other accounts payable and accrued charges	436,385	381,513
Employee future benefits (Note 6)	<u>101,384</u>	<u>163,701</u>
	5,990,938	5,153,029
Long-term		
Employee future benefits (Note 6)	<u>3,350,951</u>	<u>3,173,243</u>
	<u>9,341,889</u>	<u>8,326,272</u>
EQUITY		
DEFICIT OF CANADA		
Contributed capital	82,074	82,074
Accumulated deficit	<u>(3,669,820)</u>	<u>(3,991,273)</u>
	<u>(3,587,746)</u>	<u>(3,909,199)</u>
	<u>\$5,754,143</u>	<u>\$4,417,073</u>
Commitments (Note 7)		
Contingencies (Note 12)		

The notes are an integral part of the financial statements

Approved by the Board:



Chief Executive Officer



Director

GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY

Statement of Operations and Accumulated Deficit for the year ended December 31

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Revenues		
Pilotage charges	\$ 18,165,418	\$ 15,474,244
Gain on disposal of property and equipment (Note 11)	154,950	-
Dispatching and pilot boat income	94,820	83,264
Interest and other income	<u>31,701</u>	<u>12,787</u>
	<u>18,446,889</u>	<u>15,570,295</u>
Expenses		
Pilots' salaries and benefits	13,071,227	11,991,082
Transportation and travel	1,785,271	1,570,901
Operation staff salaries and benefits	937,677	909,118
Administration staff salaries and benefits	760,728	644,884
Pilot boat services (Note 8)	670,566	607,398
Pilot laptop and navigation software	182,809	-
Professional and special services	171,134	175,261
Utilities, materials and supplies	136,520	105,214
Rentals	74,759	67,595
Amortization	72,976	69,563
Pilot training costs	65,214	67,878
Communications	63,675	76,250
Purchased dispatching services	54,631	53,696
Repairs and maintenance	53,247	33,960
Interest and bank charges	<u>25,002</u>	<u>30,553</u>
	<u>18,125,436</u>	<u>16,403,353</u>
Net income (loss) for the year	321,453	(833,058)
Accumulated deficit at beginning of the year	<u>(3,991,273)</u>	<u>(3,158,215)</u>
Accumulated deficit at end of the year	<u>\$ (3,669,820)</u>	<u>\$ (3,991,273)</u>

The notes are an integral part of the financial statements

GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY

Statement of Cash Flows for the year ended December 31

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
<u>Operating activities</u>		
Net income (loss) for the year	\$321,453	\$(833,058)
Items not affecting cash		
Employee future benefits	115,391	122,137
Amortization	72,976	69,563
Amortization of discount on investments	(3,720)	-
Gain on disposal of property and equipment	(154,950)	-
Changes in non-cash working capital:		
Decrease (Increase) in accounts receivables	1,336,230	(543,565)
Increase in accrued salaries and benefits	656,074	433,314
Increase in other accounts payable and accrued charges	<u>54,872</u>	<u>120,890</u>
Cash provided by (used in) operating activities	<u>2,398,326</u>	<u>(630,719)</u>
<u>Investing activities</u>		
Purchase of investments	(3,850,305)	(799,998)
Disposal of investments	799,998	1,249,998
Proceeds from disposal of property and equipment	154,950	-
Acquisition of property and equipment	<u>(112,768)</u>	<u>(17,093)</u>
Cash provided by (used in) investing activities	<u>(3,008,125)</u>	<u>432,907</u>
Decrease in cash	(609,799)	(197,812)
Cash, beginning of year	<u>420,519</u>	<u>618,331</u>
Cash (Bank indebtedness and bank overdraft), end of year	<u>\$ (189,280)</u>	<u>\$ 420,519</u>
<u>Supplemental information</u>		
Interest paid	<u>\$ 19,241</u>	<u>\$ 24,723</u>

The notes are an integral part of the financial statements

GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY

Notes to Financial Statements December 31, 2006

1. Authority and objectives

The Great Lakes Pilotage Authority, Ltd. was established in February 1972 pursuant to the *Pilotage Act*, incorporated as a limited company in May 1972, and was continued under the *Canada Business Corporations Act*. Until October 1st, 1998, it operated under the name of Great Lakes Pilotage Authority, Ltd. and was a subsidiary of the St. Lawrence Seaway Authority. Pursuant to the *Marine Act*, which received Royal Assent on June 11, 1998, the name of the Authority was changed to Great Lakes Pilotage Authority and the Authority was deemed to have been established under subsection 3(1) of the *Pilotage Act*. The Authority is a Crown corporation listed in Schedule III, Part I of the *Financial Administration Act*.

The objectives of the Authority are to establish, operate, maintain and administer a safe and efficient pilotage service within designated Canadian waters.

The Authority is exempt from any income taxes.

Regulation of tariff of pilotage charges

The Authority shall, with the approval of the Governor in Council, make regulations prescribing tariffs of pilotage charges to be paid to that Authority. The tariff approval process is set out in the *Pilotage Act*. Consequently, the Authority must first publish the proposed tariff regulation in the *Canada Gazette*. Any person who has reason to believe that a regulation in this proposal is not in the public interest may file a notice of objection, setting out the grounds therefore, with the Canadian Transportation Agency (CTA) within thirty days following publication of the proposed regulation in the *Canada Gazette*. In such a case, the Agency must investigate the proposed regulation as necessary or desirable in the public interest, including the holding of public hearings. Once its investigation is complete, the Agency must make a recommendation within 120 days following the receipt of notices of objection, and the Authority is required to govern itself accordingly. The CTA is an entity related to the Authority as an organization of the federal government.

The tariffs may come into force 30 days after their publication in the *Canada Gazette*. However, where the Agency recommends a pilotage charge that is lower than that fixed by the Authority, the Authority is required to reimburse the difference between this charge and the charge recommended by the Agency, plus interest, to any person who has paid the fixed charge. The *Pilotage Act* stipulates that the Governor in Council may amend or cancel a recommendation of the Canadian Transportation Agency.

The tariffs of pilotage charges must be fair and reasonable, and must enable the Authority to operate on a self-sustaining financial basis. Thus, the tariffs fixed are intended to allow the Authority to recover costs.

2. Significant accounting policies

These financial statements have been prepared in accordance with Canadian generally accepted accounting principles. The significant accounting policies are as follows:

Revenue recognition

Revenues earned from pilotage charges, dispatching and pilot boat income are recorded as services are rendered. Interest and other income are recorded as they are earned.

GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY

Investments

The Authority is authorized to invest any monies not immediately required in bonds or other obligations of or guaranteed by Her Majesty in right of Canada or any province or any municipality in Canada. The carrying value of the investments is cost, net of amortization of premiums or discounts on purchase over the period to maturity. Amortization of premiums or discounts is calculated using the straight-line basis and is recorded in income.

Property and equipment

Amortization of property and equipment is calculated on a straight-line basis and is based on the estimated useful lives of the assets as follows:

Buildings	20 years
Furniture and equipment	10 years
Software and computer equipment	5 years

Pension benefits

Employees participate in the Public Service Pension Plan administered by the Government of Canada. This defined benefit pension plan provides benefits based on years of service and average eligible earnings at retirement. The benefits are fully indexed to the increase in the Consumer Price Index. The Authority's contribution to the Plan reflects the full cost of the employer contributions. This amount is currently based on a multiple of the employee's required contributions, and may change from time to time depending on the experience of the Plan. These contributions represent the total pension obligations of the Authority and are expensed during the year in which the services are rendered. The Authority is not currently required to make contributions with respect to actuarial deficiencies of the Public Service Pension Plan.

Non-pension benefits

Employees are entitled to severance benefits, as provided for under labour contracts and conditions of employment. The cost of these benefits is accrued as the employees render the services necessary to earn them. Management determined the accrued benefit obligation using a method based upon assumptions and its best estimates. Since the employee turn over is usually low, management assumes that employees will work until their respective normal retirement age. These benefits represent the only obligation of the Authority that entails settlement by future payment.

Measurement uncertainty

The preparation of the financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principle requires management to make certain estimates and assumptions that affects the reported amounts of assets and liabilities at the date of the financial statements and reported amounts of revenues and expenses during the reporting year. This mainly affects accrued salaries and benefits, employee future benefit liabilities and related salaries and benefit expenses. Actual results could differ from those estimates.

GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY

3. Investments

The nature of the Authority's investments is not considered to have any significant exposure to credit risk.

	<u>2006</u>		<u>2005</u>	
	<u>Carrying value</u>	<u>Yield(%)</u>	<u>Carrying value</u>	<u>Yield (%)</u>
Maturing within 1 year:				
Provincial bonds Government of Canada	\$ 2,349,995	3.95–4.07	\$ 799,998	2.79–3.07
Treasury Bills	\$ 1,504,030	4.05–4.08	-	-

The carrying value of investments approximates their fair value because of the short term to maturity.

4. Financial instruments

Accounts receivable, accounts payables and bank indebtedness are incurred in the normal course of business. The carrying amounts of each financial instrument approximate fair values because of their short maturity. There are no concentrations of accounts receivable with any one customer.

5. Property and equipment

	<u>2006</u>		
	<u>Cost</u>	<u>Accumulated Amortization</u>	<u>Net</u>
Buildings	\$ 71,846	\$ 71,846	\$ -
Furniture and equipment	306,403	243,904	62,499
Software and computer equipment	<u>790,062</u>	<u>708,705</u>	<u>81,357</u>
	<u>\$1,168,311</u>	<u>\$1,024,455</u>	<u>\$ 143,856</u>
	<u>2005</u>		
	<u>Cost</u>	<u>Accumulated Amortization</u>	<u>Net</u>
Buildings	\$ 71,846	\$ 66,076	\$ 5,770
Furniture and equipment	270,149	235,237	34,912
Software and computer equipment	<u>713,548</u>	<u>650,166</u>	<u>63,382</u>
	<u>\$1,055,543</u>	<u>\$ 951,479</u>	<u>\$ 104,064</u>

GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY

6. Employee future benefits

Pension benefit

The Public Service Pension Plan required the Authority to contribute to the Plan. The Authority contributes \$2.14 (\$2.14 in 2005) for every dollar contributed by an employee. If an employee's annual salary is greater than \$120,300 (\$114,400 in 2005), the portion of the employee's salary above this amount is subject to an employer contribution of \$7.20 (\$8.90 in 2005) for every dollar contributed by the employee. Contributions during the year were as follows:

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Authority	\$ 1,117,424	\$ 983,402
Employees	488,835	456,261

Non-pension benefits

The Authority provides severance benefits to its employees. This benefit plan is not pre-funded and thus has no assets, resulting in a plan deficit equal to the accrued benefit obligation. Information about this plan, measured at the balance sheet date, is as follows:

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Accrued benefit obligation, beginning of year	\$3,336,944	\$3,214,807
Cost for the year	282,328	281,206
Benefits paid during the year	<u>(166,937)</u>	<u>(159,069)</u>
Accrued benefit obligation, end of year	<u>\$3,452,335</u>	<u>\$3,336,944</u>
Short-term portion	\$ 101,384	\$ 163,701
Long-term portion	<u>3,350,951</u>	<u>3,173,243</u>
	<u>\$3,452,335</u>	<u>\$3,336,944</u>

7. Commitments

The Authority has a lease agreement with the St. Lawrence Seaway Authority for the rental of office space which is managed by the St. Lawrence Seaway Management Corporation, rental of office equipment and trailer and contract commitments for pilot boat services. Future minimum rental and contract payments for the next four years are:

2007	552,742
2008	578,349
2009	552,860
2010	<u>574,879</u>
	<u>\$2,258,830</u>

8. Dispatching and pilot boat services to U.S. District No. 1 pilots

As per a letter of understanding, the Authority provides without charge all dispatching services and pilot boat services in Port Weller to the U.S. District No. 1 pilots. The St. Lawrence Seaway Pilots Association (U.S. Pilots Association) provides without charge pilot boat services for the Authority at Cape Vincent, New York.

GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY

9. Related party transactions

The Authority is related in terms of common ownership to all Government of Canada departments, agencies and Crown corporations. The Authority enters into transactions with these entities in the normal course of business, under the same terms and conditions that apply to unrelated parties.

10. Credit facilities

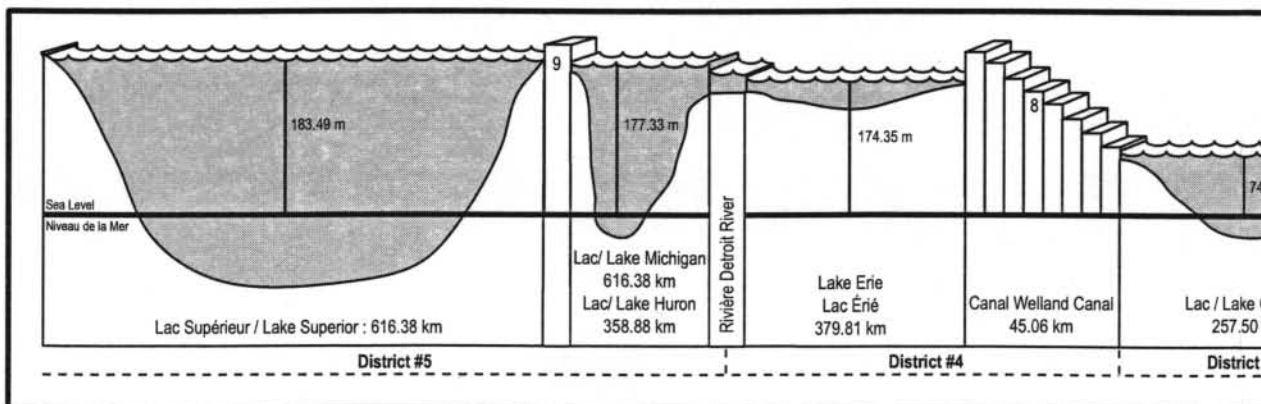
The Authority has a commercial line of credit of up to \$3,000,000 (2005: \$2,000,000) available at an interest rate equivalent to the bank's prime lending rate per annum. As at December 31, 2006, the Authority had used \$75,446 (Nil in 2005). This amount appears in the balance sheet under Bank indebtedness and bank overdraft. This credit facility is available to the Authority as required and is renewable annually.

11. Gain on disposal of property and equipment

The Authority realized a gain of \$154,950 in the sale of its building at Port Weller, Ontario. This building was transferred from Transport Canada in 1972 for \$1.

12. Contingencies

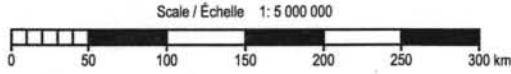
In the normal course of business, various claims and lawsuits have been brought against the Authority. It is the opinion of Management that these claims or lawsuits will not result in any material liabilities to the Authority. No provision has been taken in this regard.



82° 80° 78° 76° 74°

GREAT LAKES PILOTAGE AUTHORITY

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS



— Locks / Écluses



Produced by / produit par: Marine Press of Canada, 2002

